



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la coordination
des politiques publiques

bureau des procédures
environnementales

Arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les conditions à respecter
pour la poursuite d'exploitation par la société VICAT de sa cimenterie à Xeuilley

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
officier de la Légion d'honneur

N°2015-0354

Vu la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF Industries du ciment et de la chaux CLM) publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 9 avril 2013 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif à l'incinération et la co-incinération de déchets dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à exploiter une cimenterie sur le territoire de la commune de XEUILLEY, co-incinérante des déchets dangereux ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires 2009-226 du 1^{er} juillet 2009 et 2011-297 du 5 août 2011 ;

Vu le dossier de réexamen - Analyse des installations en comparaison aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF « CLM », remis par l'exploitant de la cimenterie en date d'avril 2014 et les compléments apportés par courriers des 12 juillet et 14 décembre 2016 ;

Vu le dossier de réexamen des conditions de fonctionnement de la cimenterie de XEUILLEY en comparaison aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF « CLM », transmis par la société VICAT au Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 17 avril 2014 et les compléments apportés par courriers des 12 juillet et 14 décembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation formulée par l'exploitant de la cimenterie susvisée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier du 10 juin 2015, à la **valeur de 400 mg/Nm³ de dioxyde de soufre (SO₂) à 10 % d'O₂ en moyenne journalière** (fourchette haute des niveaux d'émission de SO_x associés à la Meilleure Technique Disponible n° 21 et applicable au four de la cimenterie) ;

Vu la note établie par l'association ATMO Grand Est (ex-Air Lorraine) concernant l'implantation de sa station de mesure de la qualité de l'air de FROLOIS et la contribution de la cimenterie VICAT de XEUILLEY aux concentrations en dioxyde de soufre (SO₂) mesurées dans l'air ambiant par cette station ;

Vu les données disponibles sur le site Internet de l'association régionale agréée pour la surveillance de la qualité de l'air dans le Grand Est, ATMO Grand Est, traitant de l'impact des rejets atmosphériques en dioxyde de soufre de la cimenterie de XEUILLEY ;

Vu le rapport d'audit énergétique de la cimenterie en date du 26 novembre 2015 ;

Vu les courriels et courriers complémentaires envoyés par la société VICAT afin de compléter son dossier de réexamen et sa demande de dérogation ;

Vu le rapport de base transmis par la société VICAT pour le site de sa cimenterie de XEUILLEY à l'autorité administrative ;

Vu la consultation du public qui s'est déroulée du 17 octobre au 16 novembre 2016 ;

Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, présentés dans son rapport référencé PPNA/LH/NW/105-2017 du 6 septembre 2017 présentant notamment :

- les documents de référence sur les Meilleures Techniques Disponibles applicables ;
- la méthode utilisée pour déterminer les prescriptions des arrêtés d'autorisation, y compris les valeurs limites d'émission au regard des Meilleures Techniques Disponibles et des niveaux d'émission associés aux Meilleures Techniques Disponibles ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 21 septembre 2017, au cours duquel l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu ;

Considérant que la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement associée à l'activité principale exercée au sein de la cimenterie exploitée par la société sur le territoire de la commune de XEUILLEY, est la rubrique 3310-a relative à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour ou d'autres types de four avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour et que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF CLM) ;

Considérant que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF CLM) ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 7 avril 2013 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 dudit code ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables aux installations de la cimenterie susvisée et doivent respecter les niveaux d'émission décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à la fabrication de ciment ;

Considérant donc qu'il est nécessaire d'actualiser et de compléter les conditions d'autorisation d'exploiter les installations de la cimenterie VICAT à XEUILLEY, afin notamment :

- de prendre en compte les niveaux d'émission décrits dans le BREF CLM (MTD n° 5, 17 à 22 et 26) et les éléments décrits dans le guide d'application des arrêtés ministériels du 20 septembre 2002 modifiés relatifs aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux et non dangereux établis par l'ATIL ;
- de réglementer les émissions atmosphériques d'ammoniac de l'usine ;
- d'adapter les valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques de la cimenterie afin de les mettre en cohérence avec les niveaux d'émission prévus à la MTD 5 ;
- de prescrire la mise en œuvre de l'ensemble des techniques prévues à la MTD 11 relative au contrôle de la qualité des déchets et combustibles entrant dans le four cimentier, aux MTD 14 et 15 relatives à la réduction des émissions de poussières diffuses lors d'opérations générant de la poussière, ainsi qu'à la MTD 29 visant à la réduction des déchets solides issus des procédés de fabrication et en même temps à l'économie des matières premières utilisées ;

- d'appliquer les améliorations proposées dans l'audit énergétique de la cimenterie daté du 26 novembre 2015 ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter aux dispositions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations de la cimenterie VICAT à XEUILLEY, des prescriptions relatives :

- à la surveillance des sols ;
- à la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- aux mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif d'une installation et l'état dans lequel doit être remis son site lors de cet arrêt définitif dans le respect, outre de l'article R. 512-30 du code de l'environnement, des articles L. 512-6-1 et L. 515-30 de ce code ;
- à la surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relative à la surveillance ;
- la périodicité de la fourniture obligatoire au Préfet des résultats de la surveillance des émissions, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation ;

Considérant enfin qu'en application de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation doit préciser la rubrique principale et des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées à cette rubrique et qu'il y a donc lieu de le compléter en ce sens ;

Considérant que la société VICAT a sollicité auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, comme le prévoit l'article R. 515-68 du code de l'environnement, une dérogation aux dispositions de l'article R. 515-67 en proposant d'appliquer pour les rejets atmosphériques en oxydes de soufre (SO_x) du four de sa cimenterie une valeur limite d'émission (VLE) de 800 mg/Nm³ en moyenne journalière pendant 90 % du temps et de maintenir la VLE de 1 020 mg/Nm³ pour les 10 % du temps restant, en lieu et place des niveaux d'émission associés aux meilleurs techniques disponibles décrites dans le BREF « CLM » (la fourchette haute de 400 mg/Nm³ à 10 % d'O₂ en moyenne journalière), dont l'atteinte serait économiquement insupportable pour la cimenterie ;

Considérant que les conditions locales de l'environnement ne présentent pas de sensibilité particulière à ce polluant atmosphérique, les valeurs réglementaires relatives à la qualité de l'air ambiant, fixées à l'article R. 211-1 du code de l'environnement, étant respectées, alors que les niveaux d'émission de dioxyde de soufre autorisés en concentration en sortie des installations de la cimenterie sont actuellement supérieurs aux fourchettes associées à la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles ;

Considérant toutefois que l'impact des émissions atmosphériques d'une installation ne se minimise pas par le seul respect d'une valeur limite en concentration, mais surtout par celui de flux maximaux annuels, fixés de façon à ce que ces émissions n'engendrent pas de risque inacceptable pour la santé et l'environnement ;

Considérant que des flux maximaux sont déjà imposés pour les rejets atmosphériques de la cimenterie par l'arrêté préfectoral 2011-397 du 5 août 2011, mais qu'il est possible de les revoir à la baisse afin d'améliorer, toujours, la protection de l'environnement ;

Considérant que le flux annuel maximal correspondant au respect 365 jours sur 365 jours d'une valeur limite d'émission en concentration de dioxyde de soufre de 400 mg/Nm³ à 10 % d'O₂ en moyenne journalière (fourchette haute des MTD), s'élève à 876 tonnes/an de dioxyde de soufre et que les émissions d'oxydes de soufre de la cimenterie actuelles n'excèdent pas cette valeur ;

Considérant que l'application des niveaux d'émission en concentration de SO_x associés à la mise en œuvre des MTD engendrerait des coûts excessifs au regard des bénéfices attendus pour l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de revoir les dispositions de l'annexe de l'arrêté préfectoral 2006-206 du 21 avril 2006 et les prescriptions fixées à l'article 6 de l'arrêté préfectoral 2011-297 du 5 août 2011 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} - Champ et portée du présent arrêté

La société VICAT, ci-après dénommée "l'exploitant", dont le siège social est situé Tour Manhattan - 92095 PARIS LA DEFENSE, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa cimenterie située 16 route de Pierreville sur le territoire de la commune de XEUILLEY, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2006-206 du 21 avril 2006 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires 2009-226 du 1^{er} juillet 2009 et 2011-297 du 5 août 2011, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

L'arrêté préfectoral 2006-206 du 21 avril 2006 modifié est par la suite dénommé « arrêté d'autorisation ».

Article 2 - Dispositions particulières

Sous-article 2-1

Sans préjudice du respect des prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation modifié et du présent arrêté, l'exploitation de la cimenterie, co-incinérante des déchets dangereux, est tenue de satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif à l'incinération et la co-incinération de déchets dangereux.

Sous-article 2-2

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement associée à l'activité principale exercée au sein de la cimenterie est la rubrique 3310-a relative à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour ou d'autres types de four avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) associées à cette rubrique sont celles relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF CLM) ;

Article 3 - Cessation d'activité

L'arrêté d'autorisation est complété comme suit :

" Article 7 - Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;*
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;*
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.*

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. ».

Article 4 - Surveillance des moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les sols et les eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

Article 5 - Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance

L'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées, **au fur et à mesure de leur réception**, les résultats de la surveillance des émissions telle que prévue dans le présent arrêté, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le bilan transmis contient les informations suivantes :

- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance réalisées en application du présent arrêté et leur interprétation ;
- une synthèse des actions mises en œuvre ou prévues en cas de non-conformité constatées, ainsi que leur efficacité prévue ou constatée.

Pour la matrice eaux superficielles, les résultats sont transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) accessible sur Internet.

Tel sera aussi le cas à partir l'année 2017 pour les résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines.

Article 6 - Surveillance des sols

L'exploitant propose au Préfet, **dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, un programme de surveillance des sols précisant la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus.

La fréquence de surveillance des sols qu'il conviendra de décrire et justifier, ne pourra être inférieure à dix ans.

Les éléments à prendre en compte (points de prélèvement, fréquence, paramètre...) prennent en compte la stratégie de prélèvement utilisée lors de l'élaboration du rapport de base.

Ce programme de surveillance est mis en place **dans le délai maximal de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet**.

Article 7 - Valeurs limites d'émission

L'annexe de l'arrêté d'autorisation est remplacée par les éléments suivants.

L'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2011-297 du 5 août 2011 est supprimé.

Sous-article 7.1 - Descriptions des points de rejets

Les dispositions de l'article II.7 de l'arrêté d'autorisation sont complétées comme suit :

« II.7.0 - Généralités

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NF X 44 052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.

	Broyeur charbon et coke	Broyeur sécheur Xeurot	Grille Lepol et Four	Refroidisseurs	Broyeur ciment Xeuzer
Hauteur minimale de cheminée	17 m	40 m	90 m	13,9 m	27 m
Vitesse minimale d'éjection (en marche continue maximale)	8 m/s	8 m/s	12 m/s	8 m/s	8 m/s
Débit maximal autorisé (en Nm ³ /h)	15 000	195 000	250 000 à 10% d'O ₂	100 000	100 000

Sous-article 7.2 - Niveaux d'émissions des installations

Les dispositions de l'annexe de l'arrêté d'autorisation sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Valeurs limites d'émission au niveau du four (concentrations en mg/Nm³ à 10 % d'O₂) :

	Concentrations en moyenne journalière (mg/Nm ³ , sauf PCDD/F)	Concentrations en valeur demi-horaire (mg/Nm ³)	Flux maximal journalier en kg/jour
Taux d'O ₂ de référence	10%	Sans Objet	Sans Objet
Poussières totales	20	150 ¹	120
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	100	200	600
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	60	60
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	6

	Concentrations en moyenne journalière (mg/Nm ³ , sauf PCDD/F)	Concentrations en valeur demi-horaire (mg/Nm ³)	Flux maximal journalier en kg/jour
Dioxyde de soufre (SO ₂)	800 mg/Nm ³ pour 90 % du temps 1 020 mg/Nm ³ pour les 10 % restant.	2 040	4 900
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	500	Sans Objet	3 000
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	0.3
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	0.3
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	3
Zn	1	Sans Objet	6
Phénol total	5	Sans Objet	30
Dioxines et furannes	0,1 ng PCDD/F I-TEQ/Nm ³ en moyenne sur la période d'échantillonnage (6-8 heures)	Sans Objet	6.10 ⁻⁷
NH ₃	30 ²	Sans Objet	-

Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalent toxique) :

		Facteur d'équivalence toxique
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001

La conformité des rejets à ces valeurs limites d'émission s'apprécie en fonction des critères précisés par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif à l'incinération et la co-incinération de déchets dangereux (article 18).

*1 : Valeur à ne dépasser en aucun cas, y compris en cas d'arrêt, de dérèglement ou de défaillance technique des installations de co-incinération ou de traitement des effluents atmosphériques. Pour rappel, cette durée d'indisponibilité ne peut excéder quatre heures sans interruption et la durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 h.

*2 : L'exploitant peut solliciter un relèvement de cette valeur limite d'émission sous réserve de justifier par une étude technique remise à l'autorité administrative qu'il met en œuvre les Meilleures Technologies Disponibles et que l'excès d'ammoniac dans ses émissions est lié à la teneur en ammoniac dans les matières premières (calcaires, argiles, etc.) mises en œuvre. En tout état de cause, cette valeur ne pourra dépasser 100 mg/Nm³.

Niveaux d'émissions au niveau des installations autres que les fours :

La teneur en poussières des émissions provenant des effluents gazeux des processus de refroidissement et de broyage n'excède pas 20 mg/Nm³ en valeur journalière moyenne sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant une demi-heure au moins).

Par ailleurs, les valeurs limites suivantes s'appliquent aux émissions du broyeur sécheur :

Broyeur sécheur	Concentration moyenne journalière en Nm ³ /h
Poussières	20
Substances organiques (COT)	90 (uniquement si absence de limite sur les HCT)

HCl	8 (uniquement si absence de limite sur les HCT)
-----	---

Les halls de stockage et les appareils de manutention doivent être construits et exploités de façon à éviter les envois de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage. Notamment, les points de déchargement des convoyeurs auront des hauteurs réduites. En cas d'envolées trop importantes de poussières, l'exploitant mettra en place les dispositifs de traitement appropriés.

Flux maximaux annuels autorisés pour le four

Four	Flux maximal annuel kg/an
Poussières totales	6650
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	50 000
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 000
Fluorure d'hydrogène (HF)	1000
Dioxyde de soufre (SO ₂)	876 000
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	650 000
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	25
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	25
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	200
Zn	200
Phénol total	1000
Dioxines et furannes	0,0001

»

Sous-article 7.3 - Surveillance des émissions atmosphériques

Les dispositions des articles II.7.2 et II.7.3 de l'arrêté d'autorisation sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques des installations qu'il exploite. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, selon les normes en vigueur.

Paramètres	Surveillance à réaliser au niveau du four	Surveillance à réaliser au niveau du broyeur à cru	Surveillance à réaliser au niveau des autres installations de broyage et de refroidissement
T°	continue	sans objet	sans objet
O ₂	continue	sans objet	sans objet
Pression	continue	sans objet	sans objet
Débit	continue	sans objet	sans objet
O ₂ et vapeur d'eau	continue	sans objet	sans objet
Poussières totales	continue	continue	trimestrielle
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	continue	continue (uniquement si absence de limite sur les HCT)	sans objet
Chlorure d'hydrogène (HCl)	continue	continue (uniquement si absence de limite sur les HCT)	sans objet
Fluorure d'hydrogène (HF)	trimestrielle	sans objet	sans objet
Dioxyde de soufre (SO ₂)	continue	sans objet	sans objet
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	continue	sans objet	sans objet
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	trimestrielle	sans objet	sans objet
Mercurure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	trimestrielle	sans objet	sans objet

<i>Paramètres</i>	<i>Surveillance à réaliser au niveau du four</i>	<i>Surveillance à réaliser au niveau du broyeur à cru</i>	<i>Surveillance à réaliser au niveau des autres installations de broyage et de refroidissement</i>
<i>Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)</i>	<i>trimestrielle</i>	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>
<i>CO</i>	<i>continue</i>	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>
<i>Dioxines et furannes</i>	<i>trimestrielle</i>	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>
<i>Ammoniac (NH₃)</i>	<i>trimestrielle</i>	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>
<i>Benzène et phénols</i>	<i>trimestrielle</i>	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>

L'exploitant procède à la surveillance et la stabilisation des paramètres critiques de procédé, à savoir le mélange homogène des matières premières, l'alimentation en combustible, le dosage régulier et l'excès d'oxygène. Ces éléments sont décrits dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Sous-article 7.4 - Conditions générales de la surveillance des rejets

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et aux normes de référence. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements « de mesure en continu et en semi -continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Sous-article 7.5 - Emissions de benzène

L'exploitant transmettra au Préfet, **dans le délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté**, une quantification des émissions de benzène de son établissement, complétée d'une évaluation de l'impact de ces émissions sur la qualité de l'air et la santé.

Article 8 - Réduction des déchets solides

L'exploitant réduit les déchets solides issus des procédés de fabrication du ciment.

Pour ce faire, a minima il met en œuvre les actions suivantes :

- la réutilisation des poussières dans le procédé, partout où cela est possible;
- l'utilisation des poussières dans d'autres produits commerciaux, lorsque c'est possible.

De plus, l'exploitant réalise systématiquement le recyclage des poussières des filtres dans l'ensemble des ateliers de sa cimenterie comme suit :

- les poussières issues du frappage des manches du filtre du broyeur à cru constituent la farine « entrée four » et sont introduites dans les silos de stockage et d'homogénéisation de la farine ;
- les poussières de l'électrofiltre du four sont réintroduites dans les produits finis ;
- les poussières liées au frappage du filtre du refroidisseur, qui sont constituées de clinker, sont envoyées dans le stockage du clinker ;
- les poussières du filtre à manches du broyeur à ciment, constituées du ciment produit, sont récupérées dans les silos de ciments.

Article 9 - Emission de poussières diffuses

L'exploitant réduit les émissions de poussières diffuses lors d'opérations générant de la poussière et en provenance des zones de stockage en vrac.

Pour ce faire, a minima, l'exploitant réalise les opérations suivantes :

- des pulvérisations d'eau sont réalisées sur les voies, notamment aux abords des carrières afin de prévenir l'envol des poussières liées au transport des matières premières. Ces mesures sont renforcées lors des périodes sèches ;
- autant que possible, le transport des matières est effectué au moyen d'élévateurs, de vis sans fin, d'aéroglossières et de convoyeurs qui sont capotés, dépoussiérés et conçus pour limiter les émissions de poussières à l'extérieur du site ;
- les stocks aériens extérieurs de charbon, de coke et de minéraux sont gérés afin d'éviter les envois de poussières vers l'extérieur en réglant au mieux la hauteur et la vitesse de déchargement des camions ;
- le hall de stockage du clinker est doté d'un transporteur automatique et les deux pignons du hall sont fermés ;
- les convoyeurs des matières premières, les transporteurs à chaînes et à bandes, les élévateurs sont capotés et conçus pour limiter les émissions de poussières ;
- les stockages des matières pulvérulentes (cru, ajouts calcaire, anhydrite, laitiers, ciments) sont opérés dans des silos fermés (confinement). Ces silos possèdent des dépoussiérages (filtres à manches). Les transports de ces matières sont réalisés au moyen d'aéroglossières capotées.

D'une manière générale, la cimenterie est entretenue et nettoyée quotidiennement par des équipes avec des moyens adéquats spécifiques (camions aspirateurs, par exemple).

Article 10 - Gestion des teneurs en pyrite et en soufre des matières premières issues de la carrière

L'exploitant met en place une procédure visant à caractériser et anticiper le plus en amont possible les compositions des bancs calcaires introduits dans le cru afin d'éliminer et en cas d'impossibilité, limiter les dépassements des valeurs limites d'émission fixées en concentration pour les rejets atmosphériques de dioxyde de soufre (SO₂) du four de la cimenterie à l'article 7 du présent arrêté.

L'exploitant transmettra cette procédure au Préfet et à l'inspection des installations classées, **dans le délai maximal de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 11 - Amélioration de l'abattement des rejets de dioxyde de soufre du four de la cimenterie par l'injection de chaux

Dans le délai maximal de 18 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- l'exploitant s'assure que l'actuel mode de mise en contact de l'effluent gazeux soufré du four de la cimenterie et de l'absorbant à la chaux, est optimal et correctement dimensionné (temps de séjour, mélange/ségrégation des deux phases, température, etc.) pour abattre de manière optimale le dioxyde de soufre en sortie cheminée du four et si besoin, le rendre optimal ;

- l'exploitant étudie une augmentation de la quantité d'injection de chaux et le type de chaux utilisé pour abattre de manière optimale le dioxyde de soufre en sortie cheminée du four et si besoin, le rendre optimal ;
- il transmet au Préfet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant qu'il a satisfait aux deux exigences précédentes.

Article 12 - Efficacité énergétique

L'exploitant met en œuvre les améliorations, économiquement acceptables, proposées dans le rapport d'audit énergétique de sa cimenterie en date du 26 novembre 2015 **dans le délai maximal de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté** et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments expliquant justifiant la non mise en œuvre des actions identifiées dans ce rapport d'audit.

Article 13 - Contrôle de la qualité des déchets alimentant le four de la cimenterie

Afin de garantir les caractéristiques des déchets qui sont utilisés comme combustibles et/ou matières premières dans le four à ciment et de réduire ses émissions atmosphériques, l'exploitant :

- met en place un système d'assurance qualité afin de garantir les caractéristiques des déchets et d'analyser tout déchet destiné à servir de matière première et/ou de combustible dans le four à ciment, en ce qui concerne :
 1. - la constance de la qualité,
 2. - les critères physiques, par exemple la formation d'émissions, la granulométrie, la réactivité, la combustibilité, la valeur calorifique,
 3. - les critères chimiques, par exemple la teneur en chlore, en soufre, en alcali et en phosphates ainsi que la teneur en métaux pertinents ;
- contrôle la quantité des paramètres pertinents pour tout déchet destiné à être utilisé comme matière première et/ou combustible dans un four à ciment, notamment chlore, métaux (cadmium, mercure, thallium par exemple), soufre, teneur totale en halogènes.

L'ensemble des justificatifs en attestant est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 14 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de Xeuilley et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. L'arrêté sera publié pour une durée identique sur le site internet de la préfecture. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

ARTICLE 15 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendent leur être occasionnés par l'établissement.

ARTICLE 16 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de ces installations ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 17 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Xeulley, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société VICAT

et dont copie sera adressée :

- à la directrice départementale des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé de la région Grand Est,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,

Nancy, le 31 OCT. 2017

pour le préfet,
le secrétaire Général

Jean François RAFFY